

# JOURNAL OFFICIEL

## DU TERRITOIRE DU TOGO

PARAISANT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

### ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies...	35 fr.	20 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif	50 fr.	30 fr.
Pays à plein tarif	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1. fr. 50  
Par porteur ou par la poste.  
Togo, France et Colonies : 1. fr. 75  
Etranger : Port en sus.

### ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

### ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne .....	2 fr.
Minimum .....	10 fr.
La page .....	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1942

3 février	— Loi autorisant, jusqu'à une date fixée, ultérieurement, les collectivités publiques ou les services concédés ou autres énumérés à l'article 1 <sup>er</sup> du décret du 29 octobre 1936 à faire appel au concours d'anciens fonctionnaires civils ou militaires titulaires de pensions et réglant le cumul de leur pension avec le traitement de leur nouvel emploi. (Arrêté de promulgation n° 423 c. du 9 août 1942)	512
8 avril	— Arrêté interministériel abrogeant et remplaçant par de nouvelles dispositions l'arrêté du 11 avril 1940 relatif au contrôle douanier. (Arrêté de promulgation n° 424 c. du 9 août 1942)	513
9 mai	— Arrêté ministériel organisant l'exercice du contrôle financier du comité central et des groupements professionnels coloniaux. (Arrêté de promulgation n° 425 c. du 9 août 1942)	515
18 mai	— Loi modifiant la loi du 18 décembre 1940 sur le conseil d'Etat, modifiée par la loi du 22 août 1941.	516
18 mai	— Décret portant autorisation d'intervention nouvelle du fonds de solidarité coloniale (pêche maritime). (Arrêté de promulgation n° 426 c. du 9 août 1942)	516
22 mai	— Décret approuvant l'arrêté local n° 111 du 16 février 1942 portant ouverture de crédits supplémentaires au budget local du Togo (exercice 1941). (Arrêté de promulgation n° 427 c. du 9 août 1942)	517
22 mai	— Décret portant approbation du budget du territoire du Togo (exercice 1942). (Arrêté de promulgation n° 428 c. du 9 août 1942).	517

28 mai	— Arrêté interministériel portant augmentation du maximum de la dotation du fonds de renouvellement des chemins de fer et du wharf du Togo. (Arrêté de promulgation n° 430 c. du 9 août 1942)	518
31 mai	— Décret portant application aux territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies autres que les Antilles et la Réunion des dispositions de la loi du 11 juin 1941 relative à la révocation de la suspension de certaines peines en cas de mobilisation générale. (Arrêté de promulgation n° 431 c. du 9 août 1942)	518
5 juin	— Loi rendant applicable dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies le décret-loi du 4 juillet 1940 modifié par la loi du 17 octobre 1941 concernant la compétence des juridictions répressives. (Arrêté de promulgation n° 432 c. du 9 août 1942)	519
8 juin	— Décret approuvant le budget annexe des chemins de fer et du wharf du Togo (exercice 1942). (Arrêté de promulgation n° 433 c. du 9 août 1942)	519
25 juin	— Décret rendant applicables aux fonctionnaires et agents civils en service dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies les dispositions de l'article 1 <sup>er</sup> , alinéa 1 <sup>er</sup> de la loi du 13 mars 1942 autorisant le maintien en activité au delà de la limite d'âge des fonctionnaires et agents des services publics de l'Etat. (Arrêté de promulgation n° 434 c. du 9 août 1942)	520
25 juin	— Décret relatif aux indemnités pour charges de famille du personnel des cadres coloniaux régis par décret. (Arrêté de promulgation n° 414 c. du 6 août 1942)	520

#### ACTES DU POUVOIR LOCAL

1942

7 avril	— N° 206 — Arrêté fixant l'attribution de primes sur le montant des affaires contentieuses forestières	522
---------	--	-----

7 avril	— No 207 — Arrêté portant imputation du produit des transactions consenties en matière forestière.	523
24 juillet	— No 2576 s. j. — Arrêté général du haut-commissaire de l'Afrique française, fixant les vacances judiciaires dans le ressort de la cour d'appel de l'A. O. F.	523
30 juillet	— No 405 A. E. — Arrêté portant fermeture de la campagne d'achat du maïs.	523
31 juillet	— No 406 A. E. — Arrêté portant modification de l'arrêté no 369 du 5 août 1940 concernant la limitation temporaire de la vente de certains produits et denrées de première nécessité détenus par le commerce local.	524
5 août	— No 410 s. s. — Arrêté mettant sous le régime de passeport sanitaire les voyageurs en provenance de Cotonou (Dahomey).	524
5 août	— No 411 s. s. — Arrêté mettant sous le régime de surveillance sanitaire les navires en provenance de Cotonou (Dahomey).	524
6 août	— No 417 F./Pel. — Arrêté rapportant les dispositions de l'article 5 de l'arrêté no 681 du 28 octobre 1933 réorganisant le cadre des gardes-frontières du Togo.	525
9 août	— No 421 A. E. — Arrêté portant ouverture de la campagne du maïs.	523
9 août	— No 422 A. E. — Arrêté modifiant l'arrêté no 399 du 21 juillet 1942 fixant les prix d'achat des palmistes, du coprah et de l'huile de palme.	525
Personnel		525
Divers		526

## PARTIE NON OFFICIELLE

### Avis et communications

Avis relatif à l'expédition du tabac	527
Avis relatif à la déclaration des bijoux en or	527
Succèsions et biens vacants	528
Domaines { Avis de demande d'immatriculation	528
Avis de bornage	528

## PARTIE OFFICIELLE

### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

#### Cumul de retraites et de rémunérations publiques.

**ARRETE** No 423 C. promulguant au Togo la loi du 3 février 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 29 octobre 1936 portant règlement sur les cumuls de retraites, de rémunérations et de fonctions, promulgué au Togo le 24 octobre 1941, modifié par décret du 3 juin 1941;

### ARRETE :

**ARTICLE PREMIER.** — Est promulguée dans le territoire du Togo, la loi du 3 février 1942 autorisant, jusqu'à une date fixée ultérieurement, les collectivités publiques ou les services concédés ou autres énumérés à l'article 1<sup>er</sup> du décret du 29 octobre 1936 à faire appel au concours d'anciens fonctionnaires civils ou militaires titulaires de pensions et réglant le cumul de leur pension avec le traitement de leur nouvel emploi.

**ART. 2.** — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 9 août 1942.

P. SALICETI.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ÉTAT FRANÇAIS,

Le conseil des ministres entendu;

### DECRETONS :

**ARTICLE PREMIER.** — A compter du 1<sup>er</sup> février 1942 et jusqu'à une date qui sera déterminée par décret, les collectivités visées à l'article 1<sup>er</sup> du décret du 29 octobre 1936 sont autorisées; nonobstant toutes dispositions contraires, à faire appel au concours d'anciens fonctionnaires civils ou militaires titulaires de pensions.

**ART. 2.** — A compter du 1<sup>er</sup> février 1942, toutes dispositions législatives ou réglementaires concernant le cumul d'une pension avec un traitement ou une solde d'activité sont remplacées par les suivantes :

Les titulaires de pensions de veuves, de pensions mixtes attribuées en vertu de l'article 59 de la loi du 31 mars 1919 ou de pensions proportionnelles de sous-officiers, peuvent cumuler intégralement le montant de leur pension avec celui des émoluments correspondant à l'emploi qui leur est confié.

Les pensions autres que celles visées à l'alinéa précédent se cumulent avec un traitement ou une solde dans la limite, soit du dernier traitement ou de la dernière solde d'activité, soit du traitement ou de la solde afférente au nouvel emploi, si cette rémunération excède le dernier traitement ou la dernière solde d'activité. Aucune restriction n'est apportée au cumul lorsque le total de la pension et du traitement n'excède pas 25.000 francs par an.

**ART. 3.** — Les fonctionnaires civils ou militaires qui ont été mis à la retraite parce qu'ils ont atteint la limite d'âge et qui occupent un nouvel emploi ne peuvent acquérir de nouveaux droits à pension.

**ART. 4.** — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 3 février 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*L'amiral de la flotte,  
ministre de la défense nationale,  
vice-président du conseil,*

Amiral DARLAN.

*Le ministre secrétaire d'Etat  
à l'économie nationale et aux finances,*  
Yves BOUTHILLIER.

**Contrôle douanier**

*ARRETE. N° 424 c. promulguant au Togo l'arrêté interministériel du 8 avril 1942.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES;  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu les arrêtés interministériels des 11 avril 1940 et 15 juillet 1941 relatifs au contrôle douanier applicable aux colonies et territoires africains sous mandat français, promulgués respectivement au Togo les 30 avril 1940 et 24 octobre 1941;

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo, l'arrêté interministériel du 8 avril 1942 abrogeant et remplaçant par de nouvelles dispositions l'arrêté du 11 avril 1940 relatif au contrôle douanier.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 9 août 1942.

P. SALICETI.

LE MINISTRE SECRÉTAIRE D'ÉTAT A L'ÉCONOMIE NATIONALE ET AUX FINANCES ET LE VICE-AMIRAL, SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX COLONIES,

Vu le décret du 9 septembre 1939 prohibant ou réglementant, en temps de guerre, l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or, modifié par les décrets du 20 janvier 1940 et du 24 avril 1940;

Vu le décret du même jour rendant ledit décret applicable aux colonies et territoires africains sous mandat français;

Vu le décret du 20 mai 1940 fixant les conditions d'application dudit décret aux colonies et territoires africains sous mandat français;

Vu l'arrêté du 11 avril 1940 relatif au contrôle douanier applicable aux colonies et territoires africains sous mandat français, modifié le 15 juillet 1941;

Vu l'arrêté du 7 avril 1942 portant modification et codification de l'arrêté du 11 avril 1940 relatif au contrôle douanier;

**ARRETEMENT :****TITRE PREMIER***Dispositions générales*

ARTICLE PREMIER. — Dans le présent arrêté, on entend par :

« Territoire français », l'ensemble constitué par la France métropolitaine (y compris les zones franches du pays de Gex et de la Haute-Savoie), la Corse, l'Algérie, la Tunisie et la principauté de Monaco;

« Territoire colonial », le territoire d'une colonie française ou d'un pays africain sous mandat français;

« Moyens de paiement », les pièces de monnaie françaises, coloniales ou étrangères, les billets de banque français, coloniaux ou étrangers, les chèques, les lettres de crédit, traites, effets et toutes créances à vue ou à court terme de même nature, quelle que soit la monnaie dans laquelle ils sont libellés, à l'exclusion, toutefois, de tous coupons et de tous effets publics ou autres titres négociables à échéance déterminée;

« Devises étrangères », les pièces de monnaie étrangères, les billets de banque étrangers, les chèques, lettres de crédit, traites, effets et toutes autres créances à vue ou à court terme de même nature libellés en

monnaies étrangères, à l'exclusion, toutefois, de tous coupons et de tous effets publics ou autres titres négociables à échéance déterminée libellés en monnaies étrangères.

**TITRE II***Dispositions particulières aux personnes résidant dans un territoire colonial*

ART. 2. — A la sortie du territoire colonial, les personnes résidant sur ce territoire ne peuvent emporter de moyens de paiement, valeurs mobilières, titres et coupons, que si elles sont munies à cet effet d'une autorisation de l'office colonial des changes, délivrée conformément au modèle A annexé au présent arrêté.

ART. 3. — A la sortie du territoire colonial, toute personne résidant sur ledit territoire doit fournir au service des douanes une déclaration des moyens de paiement, valeurs mobilières, titres de propriété ou de créance et coupons de valeurs mobilières qu'elle emporte.

Cette déclaration, établie en deux exemplaires, conformément au modèle n° 1 (recto) annexé au présent arrêté, est signée par le déclarant et contrôlée par le service des douanes. Après vérification par ce service, un exemplaire est adressé à l'office colonial des changes et le second exemplaire est restitué au déclarant.

ART. 4. — Les personnes résidant sur le territoire colonial et se rendant à l'étranger sont dispensées de se munir de l'autorisation visée à l'article 2, et sont seulement tenues de souscrire la déclaration visée à l'article 3, si elles n'emportent qu'une somme au plus égale à 200 francs ou l'équivalent de cette somme en monnaies étrangères sous forme de billets de banque ou monnaie divisionnaire.

ART. 5. — Les personnes résidant dans un territoire colonial et se rendant directement dans le territoire français, dans un autre territoire colonial ou dans la zone française du Maroc ne peuvent être autorisées à emporter une somme supérieure à 200 francs sous forme de billets de la banque de France. Elles sont dispensées de se munir d'une autorisation et sont seulement tenues de souscrire la déclaration visée à l'article 3 si elles n'emportent qu'une somme au plus égale à 5.000 francs sous forme de billets algériens, marocains ou coloniaux et une somme au plus égale à 200 francs sous forme de billets de la banque de France ou monnaie divisionnaire.

ART. 6. — A l'entrée du territoire colonial, toute personne résidant sur ledit territoire doit fournir au service des douanes une déclaration des moyens de paiement, titres et coupons qu'elle importe.

Cette déclaration, établie en double exemplaire, conformément au modèle n° 1 (verso) annexé au présent arrêté, est signée par le déclarant et contrôlée par le service des douanes qui restitue au déclarant l'un des exemplaires après l'avoir visé et adresse le second à l'office colonial des changes.

ART. 7. — Les personnes résidant dans un territoire colonial ne peuvent importer à leur retour de l'étranger qu'un montant de billets de banque français ou coloniaux au plus égal à 200 francs, sauf autorisation spéciale de l'office colonial des changes.

Toutefois, les personnes visées à l'alinéa ci-dessus qui reviennent directement du territoire français, d'un autre territoire colonial ou de la zone française du Maroc, sont autorisées à importer une somme maxima

de 5.000 francs, sous forme de billets algériens, marocains ou coloniaux et une somme maxima de 200 frs. sous forme de billets de la banque de France.

ART. 8. — Le service des douanes peut, dans les cas où il le juge utile, dispenser les voyageurs des déclarations écrites prévues aux articles 3 et 6 ci-dessus et ne leur demander qu'une déclaration verbale.

ART. 9. — Le délai dans lequel les personnes résidant sur le territoire colonial doivent céder à l'office colonial des changes le reliquat non utilisé des devises étrangères qui leur ont été antérieurement cédées par l'office pour provision de voyage est fixé à quinze jours, à partir du jour de l'entrée en territoire colonial.

### TITRE III

#### *Dispositions particulières aux personnes résidant hors d'un territoire colonial*

ART. 10. — A l'entrée en territoire colonial, toute personne résidant hors dudit territoire doit fournir au service des douanes une déclaration des moyens de paiement, titres et coupons qu'elle importe.

Cette déclaration, établie en deux exemplaires, conformément au modèle n° 2 (recto) annexé au présent arrêté, est signée par le déclarant et contrôlée par le service des douanes. Après vérification par ce service, un exemplaire de la déclaration revêtu d'un visa est restitué au déclarant. Cette déclaration est admise en qualité de preuve par le service des douanes pour l'application de l'article 14 ci-dessous. Le second exemplaire est retenu par le service des douanes qui l'adresse à l'office colonial des changes.

Mention du numéro de la déclaration est apposée sur le passeport par le service des douanes.

ART. 11. — Le montant maximum que les personnes résidant hors du territoire colonial sont autorisées à importer sous forme de monnaie divisionnaire et billets de banque français ou coloniaux est fixé à 200 frs.

ART. 12. — Toutefois, les personnes résidant habituellement dans le territoire français, dans un territoire colonial ou dans la zone française du Maroc sont autorisées à importer, si elles se sont rendues directement de l'un de ces territoires dans le territoire colonial, une somme maxima de 5.000 francs en billets de banque algériens, marocains ou coloniaux et une somme maxima de 200 francs en billets de la banque de France et monnaie divisionnaire.

ART. 13. — Toute cession de devises étrangères, effectuée par les personnes résidant hors du territoire colonial au cours de leur séjour sur ce territoire, doit obligatoirement être mentionnée sur la déclaration visée à l'article 10 par la banque qui procède à cette opération.

ART. 14. — Sauf autorisation spéciale de l'office colonial des changes, délivrée conformément au modèle A annexé au présent arrêté, les personnes résidant hors du territoire colonial ne peuvent, à la sortie du territoire, emporter des moyens de paiement que pour un montant au plus égal à celui des moyens de paiement qu'elles ont importé à leur arrivée, sous déduction, en ce qui concerne les devises étrangères, du montant des cessions effectuées pendant leur séjour. Le montant ainsi exportable est justifié par la déclaration d'entrée complétée comme il est dit à l'article 13 ci-dessus. Les devises étrangères importées, déduction faite des cessions effectuées en cours de séjour, doivent obligatoirement être réexportées.

Les personnes visées ci-dessus ne peuvent emporter de valeurs mobilières, titres et coupons, que si elles

sont munies à cet effet d'une autorisation spéciale de l'office colonial des changes délivrée conformément au modèle A annexé au présent arrêté.

Le montant des moyens de paiement réexportés doit être, pour chaque catégorie de moyens de paiement, au plus égal au montant importé, sauf autorisation de l'office colonial des changes.

ART. 15. — A la sortie du territoire colonial, les personnes visées à l'article précédent doivent présenter au service des douanes la déclaration d'entrée visée ci-dessus.

Lesdites personnes doivent également fournir au service des douanes, au verso de la déclaration d'entrée visée ci-dessus, une déclaration des moyens de paiement, valeurs mobilières, titres et coupons qu'elles emportent. Cette déclaration, conforme au modèle n° 2 (verso) annexé au présent arrêté, est signée par le déclarant et contrôlée par le service des douanes qui l'adresse ensuite à l'office colonial des changes.

ART. 16. — Le service des douanes peut, dans les cas où il le juge utile, dispenser des déclarations écrites prévues aux articles 10 et 15 ci-dessus, les personnes qui déclarent verbalement n'importer ou n'exporter qu'une somme de 200 francs au plus, sous forme de billets algériens, marocains ou coloniaux, de billets de la banque de France ou de monnaie divisionnaire, ou la contrevalet sous forme de billets étrangers.

### TITRE IV

#### *Dispositions communes aux personnes résidant dans un territoire colonial et aux personnes résidant hors d'un territoire colonial*

ART. 17. — Les voyageurs munis d'une autorisation d'exportation de l'office colonial des changes doivent présenter intégralement, à la sortie du territoire colonial, les moyens de paiement étrangers et les valeurs françaises ou étrangères dont l'exportation a été autorisée par l'office.

ART. 18. — Si, à l'entrée du territoire colonial, les moyens de paiement dont les déclarants sont porteurs sous la forme de monnaie et billets de banque français, algériens, marocains ou coloniaux dépassent le montant fixé aux articles 7 et 11, et à condition qu'ils aient été régulièrement déclarés, l'excédent est constitué en dépôt dans la caisse du receveur des douanes contre remise d'un reçu. Il peut être, soit restitué à l'intéressé lors de sa sortie de ce territoire, soit remis, sur instructions écrites du déclarant, à ses frais et contre restitution du reçu, à une banque à l'étranger de son choix.

ART. 19. — Si, à l'entrée sur le territoire colonial, les déclarants sont porteurs de valeurs mobilières, titres ou coupons, et à condition qu'ils aient été régulièrement déclarés, ceux-ci sont constitués en dépôt dans la caisse du receveur des douanes, contre remise d'un reçu. Ils peuvent être, soit restitués à l'intéressé à sa sortie de ce territoire, soit remis sur instructions écrites du déclarant, à ses frais et contre restitution du reçu, à une banque agréée de son choix ou à une banque à l'étranger de son choix.

ART. 20. — Si, à la sortie du territoire colonial, les moyens de paiement dont un déclarant est porteur dépassent les montants autorisés, ou si un déclarant est porteur de valeurs mobilières, titres ou coupons dont l'exportation n'a pas été autorisée par l'office colonial des changes, et à condition que ces valeurs aient été régulièrement déclarées, les moyens

de paiement correspondant à l'excédent et les valeurs mobilières, titres ou coupons dont l'exportation n'a pas été autorisée sont constitués en dépôt dans la caisse du receveur des douanes, contre remise d'un reçu. Ils peuvent être, soit restitués à l'intéressé lors de son retour dans le territoire colonial, soit remis, sur instructions écrites du déclarant, à ses frais et contre restitution du reçu, à une banque de son choix dans le territoire colonial.

ART. 21. — Toute absence de déclaration ou toute inexactitude relevée dans une déclaration, soit écrite, soit verbale, toute substitution d'une fausse déclaration à la déclaration initiale et plus généralement toute manœuvre tendant à éluder les obligations énoncées ci-dessus, donnent lieu à l'application des pénalités prévues par l'article 4 du décret du 9 septembre 1939 visé ci-dessus.

ART. 22. — Toute exportation hors du territoire colonial de moyens de paiement, valeurs mobilières, titres ou coupons, faite autrement que par voyageur et, notamment, sous forme d'envois postaux, est subordonnée à une autorisation spéciale de l'office colonial des changes délivrée conformément au modèle A annexé au présent arrêté. Cette autorisation doit être présentée par l'exportateur au service des douanes ou au service des postes suivant le cas.

ART. 23. — L'exportation des coupures de la banque de France et de l'institut colonial d'émission soit par des voyageurs, soit par envoi postal, ne peut être autorisée en aucun cas, s'il s'agit de coupures d'un montant supérieur à 100 francs.

ART. 24. — Les autorisations de l'office colonial des changes, qui doivent être présentées conformément aux articles 2, 7 et 14, sont retenues par le service des douanes ou, le cas échéant, par le service des postes et adressées à l'office colonial des changes.

ART. 25. — Les déclarants doivent, dans les déclarations prévues aux articles 3, 6, 10 et 15, indiquer qu'ils ne sont pas porteurs de matières d'or (lingots, barres et pièces de monnaie). Ils doivent, dans le cas contraire, présenter l'autorisation du secrétaire d'Etat aux colonies prévue à l'article 1<sup>er</sup> du décret du 9 septembre 1939.

Toute importation ou exportation de matières d'or et toute tentative d'importation ou d'exportation sans autorisation du secrétaire d'Etat aux colonies donnent lieu à l'application des sanctions prévues à l'article 4 du décret du 9 septembre 1939 (modifié par le décret du 20 janvier 1940), et à la saisie des matières.

ART. 26. — Est abrogé l'arrêté du 11 avril 1940 relatif au contrôle douanier, applicable dans les colonies et territoires africains sous mandat français, modifié par l'arrêté du 15 juillet 1941.

Fait à Vichy, le 8 avril 1942.

*Le vice-amiral, secrétaire d'Etat  
aux colonies,*  
Amiral PLATON.

*Le ministre secrétaire d'Etat  
à l'économie nationale et aux finances,*  
Yves BOUTHILLIER.

EXTRAIT (articles 11 et 12) de l'arrêté interministériel du 7 avril 1942 abrogeant et remplaçant par de nouvelles dispositions l'arrêté du 11 avril 1940 relatif au contrôle douanier dans la métropole.

Art. 11. — Le montant maximum que les personnes résidant hors du territoire français sont autorisées à

importer sous forme de monnaie divisionnaire et billets de banque français ou coloniaux est fixé à 200 frs. Cette disposition n'est pas applicable aux frontaliers.

Art. 12. — Toutefois, les personnes résidant habituellement dans une colonie française, un territoire sous mandat français ou dans la zone française du Maroc sont autorisées à importer, si elles se sont rendues directement de l'un de ces territoires en territoire français, une somme maxima de 5.000 francs en billets de banque algériens, marocains ou coloniaux et une somme maxima de 200 francs en billets de la banque de France et monnaie divisionnaire.

#### Groupements professionnels coloniaux

ARRETE N° 425 c. promulguant au Togo l'arrêté ministériel du 9 mai 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi du 6 décembre 1940 relative à l'organisation de groupements professionnels aux colonies, promulguée au Togo le 23 juin 1941, ensemble les textes pris pour son application;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo, l'arrêté ministériel du 9 mai 1942 organisant l'exercice du contrôle financier du comité central et des groupements professionnels coloniaux.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 9 août 1942.

P. SALICETI.

#### LE SECRÉTAIRE D'ETAT AUX COLONIES,

Vu les articles 13 et 14 de la loi du 6 décembre 1940 relative à l'organisation des groupements professionnels aux colonies;

Vu le décret du 25 mars 1941 relatif au rôle et à la composition du comité central des groupements professionnels coloniaux;

Vu l'arrêté ministériel du 25 mars 1941 sur l'organisation des groupements professionnels coloniaux;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le contrôle financier du comité central et des groupements professionnels coloniaux est exercé par le directeur du contrôle du secrétariat d'Etat aux colonies.

Ce haut fonctionnaire peut déléguer à un ou plusieurs inspecteurs généraux ou inspecteurs des colonies tout ou partie de ses attributions.

ART. 2. — Le contrôleur financier ou ses représentants, dûment habilités par lui, peuvent prendre communication sur place de tous titres et documents de comptabilité détenus par les organismes soumis à

leur contrôle. Ils peuvent également se faire présenter la caisse, la situation des comptes courants ouverts à ces organismes et toutes pièces justificatives annexes.

ART. 3. — Le comité central et les groupements professionnels coloniaux sont tenus d'adresser au contrôleur financier, dans les dix premiers jours de chaque trimestre, la situation de caisse et la balance de leurs comptes courants au dernier jour du trimestre précédent ainsi qu'une situation, à la même date, des engagements contractés par eux ou envers eux, quelle qu'en soit l'échéance.

Le contrôleur financier peut demander tous éclaircissements sur les opérations ainsi décrites et notamment toute situation comptable annexe.

ART. 4. — Le comité central est également tenu de communiquer au contrôleur financier ses projets de budget primitif ou rectificatif et de comptes administratifs. Le contrôleur financier peut demander, à l'appui de ces documents, des états de développement des crédits ou des dépenses de personnel et de matériel.

Le contrôleur financier fait connaître aux autorités chargées de l'approbation desdits budgets ou comptes, les observations que ces documents peuvent appeler de sa part.

ART. 5. — Le contrôleur financier est informé sans délai, par les services dont relève le comité central ou par le commissaire du gouvernement placé auprès de ce comité, de toute mesure ou décision susceptible de modifier la situation financière de cet organisme, ou d'avoir une répercussion sur les finances publiques.

Il reçoit communication des rapports de vérification relatifs au comité central et aux groupements professionnels coloniaux.

ART. 6. — Le contrôleur financier est obligatoirement consulté sur le placement des sommes dont dispose le comité central, et notamment sur ses fonds de réserve.

ART. 7. — Les dispositions des articles précédents sont applicables aux groupements, sociétés ou organismes, quelles qu'en soient la nature et la forme, dont le comité central ou les groupements professionnels coloniaux pourront être amenés à décider la formation ou à utiliser le concours en vue de remplir les attributions qui leur sont conférées par la loi du 6 décembre 1940 et les textes pris pour son application.

ART. 8. — Le contrôle financier organisé par le présent arrêté n'est pas exclusif des vérifications qui peuvent être effectuées par l'inspection des colonies, tant en France que dans les territoires d'outre-mer, sur le fonctionnement du comité central, des groupements professionnels coloniaux et des organismes annexes prévus à l'article 7 ci-dessus.

Fait à Vichy, le 9 mai 1942.

BREVIÉ.

#### Conseil d'Etat

LOI du 18 mai 1942.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Vu l'acte constitutionnel n° 2 du 11 juillet 1940 fixant les pouvoirs du Chef de l'Etat;

Vu la loi du 18 décembre 1940 sur le conseil d'Etat, modifiée par la loi du 22 août 1941;

Le conseil des ministres entendu;

#### DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — L'article 1<sup>er</sup> de la loi du 18 décembre 1940, modifié par la loi du 22 août 1941, est modifié ainsi qu'il suit :

« Le conseil d'Etat se compose de :

« 3<sup>e</sup> — Quarante conseillers d'Etat en service ordinaire ».

ART. 2. — L'article 5 de la loi du 18 décembre 1940 est complété ainsi qu'il suit :

« Les nominations aux quatre postes de conseillers d'Etat créés par la loi du 22 août 1941 et par la loi du 18 mai 1942 sont faites hors tour.

« Lorsqu'un de ces quatre postes deviendra vacant, les mêmes règles de nomination s'appliqueront ».

ART. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 18 mai 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le garde des sceaux,*  
*ministre secrétaire d'Etat à la justice,*  
Joseph BARTHÉLEMY.

*Le ministre secrétaire d'Etat aux finances,*  
Pierre CATHALA.

#### Solidarité coloniale

ARRETE N° 426 C. promulguant au Togo le décret du 18 mai 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi du 25 octobre 1940 créant un fonds de solidarité coloniale et l'arrêté interministériel du 31 décembre 1940 en réglementant le fonctionnement, promulgués respectivement au Togo les 11 décembre 1940 et 3 avril 1941;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo, le décret du 18 mai 1942 portant autorisation d'intervention nouvelle du fonds de solidarité coloniale (pêche maritime).

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 9 août 1942.

P. SALICETI.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Vu la loi du 25 octobre 1940, notamment en ses articles 5 et 7;

Vu l'arrêté interministériel du 31 décembre 1940;

Vu l'avis du comité de gestion du fonds de solidarité coloniale exprimé dans son procès-verbal du 14 février 1942;

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux colonies;

#### DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Le fonds de solidarité coloniale est autorisé à apporter son concours dans le soutien des pêches maritimes aux colonies.



ART. 2. — Le secrétaire d'Etat aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Vichy, le 18 mai 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :  
*Le secrétaire d'Etat aux colonies,*  
BRÉVIE.

#### Ouverture de crédits

ARRETE N° 427 c. promulguant au Togo le décret du 22 mai 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO;

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;  
Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo, le décret du 22 mai 1942 approuvant l'arrêté local n° 111 du 16 février 1942 portant ouverture de crédits supplémentaires au budget local du Togo (exercice 1941).

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 9 août 1942.

P. SALICETI.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Vu le décret du 23 mars 1921, modifié par le décret du 21 mars 1925, déterminant les attributions du commissaire de la république au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, notamment en son article 81 modifié par le décret du 19 janvier 1935;

Vu le décret du 28 juin 1941 approuvant le budget local du Togo (exercice 1941);

#### DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvé l'arrêté n° 111 pris par le commissaire de France au Togo, en conseil d'administration le 16 février 1942, portant ouverture de crédits supplémentaires au budget local du Togo (exercice 1941).

ART. 2. — Le secrétaire d'Etat aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Vichy, le 22 mai 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :  
*Le secrétaire d'Etat aux colonies,*  
BRÉVIE.

ARRETE N° 111 du 16 février 1942.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 28 juin 1941 portant approbation du budget local du Togo — Exercice 1941;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve d'approbation ultérieure par décret;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont ouverts au budget local du Togo, exercice 1941, les crédits supplémentaires suivants :

#### CHAPITRE IV

Service d'administration générale (Personnel)

Article 11 — Forces de police

§ 2 Personnel indigène . . . . . 80.000,—

#### CHAPITRE VIII

Exploitations industrielles

Article 1 — P. T. T.

§ 2 Personnel indigène . . . . . 20.000,—

Article 3 — Travaux publics

§ 1 Personnel européen . . . . . 45.000

Personnel indigène . . . . . 45.000 90.000,—

Total du chapitre VIII . . . 110.000,—

#### CHAPITRE XII

Services d'intérêt social et économique (Personnel)

Article 1 — Services sanitaires et médicaux  
(Personnel)

§ 1 Direction du service de santé . . . 70.000,—

Article 3 — Assistance médicale indigène

§ 3 Personnel européen . . . . . 72.000,—

Total du chapitre XII . . . 142.000,—

Total général des crédits supplémentaires . 332.000,—

ART. 2. — L'ouverture de ces crédits supplémentaires sera gagée par les annulations suivantes :

#### I — CHAPITRE IX

Exploitations industrielles (Main-d'œuvre)

Article 4 — Agriculture

§ 1 Manœuvres des stations agricoles . . 30.000,—

§ 2 Manœuvres dans les cercles . . . . 22.000,—

Total du chapitre IX . . . 52.000,—

#### II — CHAPITRE XIII

Service d'intérêt social et économique (Matériel)

Article 2 — Pharmacie d'approvisionnement

§ 1 Achat des médicaments . . . . . 280.000,—

Total du chapitre XIII . . . 280.000,—

Total général des annulations . 332.000,—

ART. 3. — Le présent arrêté, rendu provisoirement exécutoire, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 16 février 1942.

J. de SAINT-ALARY.

#### Budget local

ARRETE N° 428 c. promulguant au Togo le décret du 22 mai 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo, le décret du 22 mai 1942 portant

approbation du budget du territoire du Togo (exercice 1942).

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 9 août 1942.

P. SALICETI.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de France modifié par le décret du 21 février 1925;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux colonies;

#### DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvé le budget du territoire du Togo arrêté, pour l'exercice 1942, en recettes et en dépenses, à la somme de 59.131.750 frs.

ART. 2. — Le secrétaire d'Etat aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Vichy, le 22 mai 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le secrétaire d'Etat aux colonies,*

BRÉVIÉ.

#### Fonds de renouvellement

ARRETE N° 430 c. promulguant au Togo l'arrêté interministériel du 28 mai 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo, l'arrêté interministériel du 28 mai 1942 portant augmentation du maximum de la dotation du fonds de renouvellement des chemins de fer et du wharf du Togo.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 9 août 1942.

P. SALICETI.

LE MINISTRE SECRÉTAIRE D'ETAT AUX FINANCES ET LE SECRÉTAIRE D'ETAT AUX COLONIES,

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, spécialement l'article 267;

Vu l'arrêté interministériel du 2 juillet 1923, instituant un fonds de roulement et deux fonds de réserve spéciaux du service des voies de pénétration et du wharf du Togo;

Vu l'arrêté interministériel du 29 juillet 1938 portant à 4 millions de francs le maximum du fonds spécial pour travaux complémentaires et achat de matériel de renouvellement du chemin de fer et du wharf du Togo;

Sur la proposition du gouverneur général, haut-commissaire de l'Afrique française;

#### ARRETEMENT :

ARTICLE PREMIER. — Le maximum du fonds spécial pour travaux complémentaires et achat de matériel de renouvellement du chemin de fer et du wharf du Togo est porté de 4 millions à 10 millions de francs.

ART. 2. — Le haut-commissaire de l'Afrique française est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de l'Etat français, au *Journal officiel* du Togo et au *Bulletin officiel* du secrétariat d'Etat aux colonies.

Fait à Vichy, le 28 mai 1942.

*Le secrétaire d'Etat aux colonies,*  
BRÉVIÉ.

*Le ministre secrétaire d'Etat aux finances,*  
Pierre CATHALA.

#### Délais de procédure intéressant les mobilisés

ARRETE N° 431 c. promulguant au Togo le décret du 31 mai 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 9 septembre 1939 rendant applicables aux territoires relevant du ministère des colonies autres que les Antilles et la Réunion les dispositions du décret-loi du 1<sup>er</sup> septembre 1939, promulgué au Togo le 10 novembre 1939;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo, le décret du 31 mai 1942 portant application aux territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies autres que les Antilles et la Réunion des dispositions de la loi du 11 juin 1941 relative à la révocation de la suspension de certaines peines en cas de mobilisation générale.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 9 août 1942.

P. SALICETI.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Vu la loi du 11 juin 1941 complétant l'article 3 du décret-loi du 1<sup>er</sup> septembre 1939 portant suspension de certaines peines à la mobilisation;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 9 septembre 1939 rendant applicables aux territoires relevant du ministère des colonies autres que les Antilles et la Réunion les dispositions du décret-loi du 1<sup>er</sup> septembre 1939 précité;

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice et du secrétaire d'Etat aux colonies;

#### DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions de la loi sus-visée du 11 juin 1941 sont déclarées applicables aux territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies autres que les Antilles et la Réunion.

Les attributions dévolues par ce texte au préfet et au procureur de la République seront exercées



respectivement par le gouverneur ou le chef de territoire et par le procureur de la République, ou le juge de paix à compétence étendue.

ART. 2. — Le garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice et le secrétaire d'Etat aux colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Vichy, le 31 mai 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le secrétaire d'Etat aux colonies,*

BRÉVIE.

*Le garde des sceaux,  
ministre secrétaire d'Etat à la justice,  
Joseph BARTHÉLEMY.*

LOI du 11 juin 1941.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Le conseil des ministres entendu;

#### DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — L'article 3 du décret-loi du 1<sup>er</sup> septembre 1939 portant suspension de certaines peines en cas de mobilisation, est complété par les dispositions suivantes :

« La mesure de révocation individuelle pourra également, sur avis du procureur de la République saisi, être prise par le préfet du département dans lequel le bénéficiaire d'une suspension de peine aura fait l'objet d'une nouvelle condamnation.

« Cette mesure devra être notifiée au préfet du département qui a ordonné la suspension de peine, au parquet de la République sur l'avis duquel cette suspension est intervenue et au directeur de l'établissement pénitentiaire où le condamné était détenu lors de la mobilisation.

« La suspension de la peine d'emprisonnement intervenue dans les conditions prévues aux articles 1<sup>er</sup> et 2 ci-dessus ne fera pas obstacle à l'exécution de l'interdiction de séjour ».

ART. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 11 juin 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*L'amiral de la flotte,*

*vice-président du conseil,*

*ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur,*

Amiral DARLAN.

*Le garde des sceaux,  
ministre secrétaire d'Etat à la justice,  
Joseph BARTHÉLEMY.*

#### Juridictions répressives

ARRETE N° 432 c. promulguant au Togo la loi du 5 juin 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulguée dans le territoire du Togo, la loi du 5 juin 1942 rendant applicables dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies, les dispositions du décret-loi du 4 juillet 1940 modifié par la loi du 17 octobre 1941 concernant la compétence des juridictions répressives.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 9 août 1942.

P. SALICETI.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Le conseil des ministres entendu;

#### DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Sont rendues applicables aux territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies, les dispositions du décret du 4 juillet 1940 modifié par la loi du 17 octobre 1941 concernant la compétence des juridictions répressives.

Les attributions dévolues par ce texte au premier président de la cour d'appel et au procureur général pourront être exercées, suivant l'organisation judiciaire du territoire par le président de la cour d'appel ou du tribunal supérieur d'appel d'une part et par le procureur général ou le procureur d'autre part.

ART. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 5 juin 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le garde des sceaux,*

*ministre secrétaire d'Etat à la justice,*

Joseph BARTHÉLEMY.

*Le secrétaire d'Etat aux colonies,  
BRÉVIE.*

Voir 1° — Décret-loi du 4 juillet 1940 au J. O. R. F. des 5, 6 et 7 juillet 1940, page 4501;

2° — Loi du 17 octobre 1941 au J. O. A. O. F. du 4 juillet 1942, page 592.

#### Budget annexe du C. F. T.

ARRETE N° 433 c. promulguant au Togo le décret du 8 juin 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo, le décret du 8 juin 1942 approuvant le budget annexe des chemins de fer et du wharf du Togo pour l'exercice 1942.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 9 août 1942.

P. SALICETI.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de France au Togo;

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux colonies;

#### DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvé le budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf du Togo pour l'exercice 1942 arrêté, en recettes et en dépenses, à 19.423.000 francs.

ART. 2. — Le secrétaire d'Etat aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Vichy, le 8 juin 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le secrétaire d'Etat aux colonies,*

BRÉVIÉ

#### Personnel

ARRETE N° 434 c. promulguant au Togo le décret du 25 juin 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo, le décret du 25 juin 1942 rendant applicables aux fonctionnaires et agents civils en service dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies les dispositions de l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup> de la loi du 13 mars 1942 autorisant le maintien en activité au delà de la limite d'âge des fonctionnaires et agents des services publics de l'Etat.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 9 août 1942.

P. SALICETI.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Vu la loi n° 373 du 13 mars 1942 autorisant le maintien en activité au delà de la limite d'âge des fonctionnaires et agents des services publics de l'Etat;

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux colonies;

#### DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Sont applicables aux fonctionnaires et agents civils en service dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies les dispositions prévues au premier alinéa de l'article premier de la loi du 13 mars 1942 autorisant jusqu'à la cessation des hostilités le maintien en activité au delà de la limite d'âge des fonctionnaires et agents des services publics de l'Etat.

ART. 2. — En ce qui concerne les fonctionnaires des cadres généraux, les décisions individuelles de maintien en activité prises par les chefs de colonies ne deviendront exécutoires qu'après approbation du secrétaire d'Etat aux colonies.

ART. 3. — Le secrétaire d'Etat aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de l'Etat français et inséré au *Bulletin officiel* du secrétariat d'Etat aux colonies.

Fait à Vichy, le 25 juin 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le secrétaire d'Etat aux colonies,*

BRÉVIÉ.

EXTRAIT de la loi du 13 mars 1942.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Le conseil des ministres entendu;

#### DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Jusqu'à la cessation des hostilités, tout fonctionnaire ou agent des services publics de l'Etat peut être maintenu en fonctions au delà de la limite d'âge qui lui est applicable.

ART. 6. — Le présent décret sera exécuté comme loi de l'Etat et publié au *Journal officiel*.

Fait à Vichy, le 13 mars 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*L'amiral de la flotte,*

*ministre vice-président du conseil,*

Amiral DARLAN.

*Le ministre secrétaire d'Etat  
à l'économie nationale et aux finances,*  
Yves BOUTHILLIER.

#### Indemnités pour charges de famille

ARRETE N° 414 c. promulguant au Togo le décret du 25 juin 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo, le décret du 25 juin 1942 relatif aux indemnités pour charges de famille du personnel des cadres coloniaux régis par décret.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 6 août 1942.

P. SALICETI.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Vu le décret du 2 mars 1910, portant règlement sur la solde et les allocations accessoires du personnel colonial et les textes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> décembre 1928, modifiant le régime des indemnités pour charges de famille du personnel colonial et les textes qui l'ont modifié;

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux colonies;

## - DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Les articles 2, 3, 5, 6 et 7 du décret du 1<sup>er</sup> décembre 1928 sont remplacés par les dispositions suivantes :

Art. 2. — Les indemnités pour charges de famille sont dues à partir du deuxième enfant à charge, pour les enfants âgés de moins de quinze ans.

Cette limite est portée à 17 ans si l'enfant est placé en apprentissage, ou s'il est, par suite d'infirmité ou de maladie chronique, dans l'impossibilité de se livrer à aucun travail salarié.

Elles sont dues jusqu'à l'âge de vingt ans si l'enfant poursuit ses études.

L'attribution éventuelle de bourse d'enseignement ne fait pas obstacle à la concession des indemnités pour charges de famille.

Art. 3. — Sont considérés comme étant à la charge du fonctionnaire :

1<sup>o</sup> — Les enfants issus du mariage des époux, contracté sous le régime du code civil ;

2<sup>o</sup> — Les enfants que les époux ou l'un d'eux pourraient avoir d'une précédente union contractée sous le régime du code civil ;

3<sup>o</sup> — Les petits enfants des époux ou de l'un d'eux, s'ils sont orphelins, ou considérés comme tels, et issus d'un mariage contracté sous le régime du code civil ;

4<sup>o</sup> — Les frères, sœurs, neveux ou nièces dont le fonctionnaire assume seul l'éducation et l'entretien, s'ils sont issus d'un mariage contracté sous le régime du code civil ;

5<sup>o</sup> — Les enfants adoptés, de nationalité française, et les enfants légitimés sous le régime du code civil.

Les enfants naturels reconnus, les pupilles, les enfants recueillis à la charge effective permanente du fonctionnaire continueront à donner droit au bénéfice des dispositions du décret du 1<sup>er</sup> décembre 1928 sans qu'il puisse, en aucun cas, leur être fait application des modifications prévues au présent décret.

Art. 5. — Le rang des enfants est déterminé d'après le nombre des enfants à charge.

Art. 6. — Les indemnités pour charges de famille sont payables par mois et à terme échu entre les mains et sur l'acquit du chef de famille.

Toutefois la mère peut être habilitée à percevoir les indemnités au lieu et place du mari lorsque :

a) En cas de divorce non suivi de remariage, d'instance en divorce, de séparation de corps ou de fait, elle a la garde des enfants ;

b) Le père a été déchu de la puissance paternelle ou a fait l'objet d'une condamnation pénale en vertu de la loi sur les enfants abandonnés ou maltraités, ou d'une condamnation pour ivresse ;

c) D'une manière générale, il est prouvé que le versement au père risquerait de priver les enfants du bénéfice des indemnités pour charges de famille.

Dans le cas d'incapacité d'un des conjoints et à défaut de l'autre conjoint et dans le cas d'incapacité des deux conjoints, les indemnités sont versées à la personne effectivement chargée de l'éducation et de l'entretien des enfants.

Pour les agents qui sont entrés dans l'administration au cours du mois, les indemnités sont décomptées à partir du jour de leur entrée en service, à raison de 1/30<sup>e</sup> par jour du montant mensuel des dites indemnités.

Lorsque dans la situation de l'agent et dans celle des enfants survient un changement de nature à modifier le montant des indemnités, il est tenu compte

de ce changement à partir du jour même où il se produit.

Art. 7. — Le taux mensuel des indemnités pour charges de famille est fixé comme suit, quel que soit le lieu de résidence en France ou dans les territoires d'outre-mer du chef de famille et de ses enfants et sans qu'il puisse, en aucun cas, être augmenté du supplément colonial ou de toute autre majoration.

Néant . . . . .	pour 1 enfant à charge.
170 francs . . . . .	pour 2 enfants à charge.
510 francs . . . . .	pour 3 enfants à charge.

Plus 510 francs pour chaque enfant à charge au-delà du troisième.

Les indemnités sont réduites ou supprimées dans les mêmes proportions que le traitement de présence lorsque celui-ci est réduit ou supprimé.

Elles sont toutefois maintenues intégralement aux bénéficiaires de congé de maladie, de convalescence ou de maternité, comportant le maintien de tout ou partie du traitement.

ART. 2. — L'article 8 et le 2<sup>e</sup> paragraphe de l'article 9 du décret du 1<sup>er</sup> décembre 1928 sont abrogés.

L'article 10 est modifié comme suit :

« Les dispositions du présent décret ne sont pas applicables aux fonctionnaires et agents entretenus sur le budget de l'Etat. Ceux-ci sont soumis, au point de vue des allocations pour charges de famille aux dispositions du décret-loi du 29 juillet 1939 et des textes pris pour son application ».

ART. 3. — En plus des indemnités pour charges de famille ci-dessus, une indemnité dite « de salaire unique » est attribuée aux chefs de famille visés par l'article 1<sup>er</sup> du décret du 1<sup>er</sup> décembre 1928, qui remplissent les conditions suivantes :

1<sup>o</sup> — Avoir constitué une famille, c'est-à-dire être marié, remarié ou veuf ;

2<sup>o</sup> — Avoir au moins un enfant à charge, de nationalité française n'ayant pas dépassé les limites d'âge fixées à l'article 4 ci-après.

Ne peuvent être considérés comme étant effectivement à la charge du fonctionnaire que les enfants énumérés à l'article 3 du décret du 1<sup>er</sup> décembre 1928 modifié par le présent décret, à l'exclusion des enfants naturels reconnus, des pupilles, des enfants recueillis ;

3<sup>o</sup> — Ne bénéficier que d'un seul revenu professionnel.

L'indemnité de salaire unique ne peut être attribuée directement à la mère fonctionnaire que si :

1<sup>o</sup> — Elle est veuve ou étant mariée, elle est seule à bénéficier d'un revenu professionnel ;

2<sup>o</sup> — Elle a au moins un enfant à charge.

L'indemnité est accordée à la mère pour l'enfant naturel reconnu, à la condition qu'elle en assume seule, par son traitement, la charge effective.

ART. 4. — Le taux mensuel de l'indemnité de salaire unique est fixé comme suit :

a) La famille n'est composée que d'un seul enfant :
340 francs pour l'enfant unique de moins de 5 ans ;
170 francs pour l'enfant unique à partir de l'âge de 5 ans.

Toutefois le taux de 340 francs est maintenu pour l'enfant unique de plus de 5 ans dans le cas où la mère ou l'ascendante fonctionnaire ayant la garde de l'enfant en assume seule la charge effective.

b) La famille comprend plusieurs enfants :

340 francs pour un enfant à charge ;
425 francs pour deux enfants à charge ;
510 francs pour plus de deux enfants à charge.

L'indemnité de salaire unique est accordée tant que les enfants à charge n'ont pas dépassé les limites d'âge prévues par l'article 2 du décret du 1<sup>er</sup> décembre 1928, modifié par l'article premier du présent décret, et, s'il y a un enfant unique jusqu'à l'âge de 15 ans.

Toutefois l'indemnité continuera d'être versée jusqu'aux limites d'âge fixées par l'article 2 ci-dessus visé à la mère ou à l'ascendante fonctionnaire qui assume seule la charge effective de l'enfant unique.

Lorsque par suite de dépassement de la limite d'âge du ou des aînés, ou pour toute autre cause, le nombre des enfants à charge se trouve réduit, c'est le taux correspondant au nouveau chiffre des enfants à charge qui est appliqué.

ART. 5. — Il est également attribué aux fonctionnaires visés à l'article premier du décret du 1<sup>er</sup> décembre 1928 une prime à la naissance du premier enfant. Pour obtenir le bénéfice de cette prime les intéressés devront justifier :

1<sup>o</sup> — Que l'enfant est légitime et né d'un mariage contracté sur le régime du code civil;

2<sup>o</sup> — Que l'enfant est français;

3<sup>o</sup> — Que l'enfant est né postérieurement au 31 décembre 1941, dans les deux années qui suivent la célébration du mariage de ses auteurs;

4<sup>o</sup> — Qu'il s'agit d'un enfant de premier rang, c'est-à-dire n'ouvrant pas droit aux indemnités pour charges de famille définies à l'article premier du présent décret.

A titre transitoire, le bénéfice de la prime est étendu aux enfants français de premier rang nés antérieurement au 1<sup>er</sup> janvier 1942 et dont les parents étaient à cette date mariés depuis moins de deux ans.

Toutefois, la somme à payer dans ce cas sera diminuée des indemnités pour charges de famille perçues au titre du premier enfant sous le régime du décret du 1<sup>er</sup> décembre 1928.

Le taux de la prime est uniformément fixé à Trois mille quatre cents francs.

ART. 6. — La prime doit faire l'objet d'une demande adressée par le fonctionnaire au chef du territoire où il est en service, ou s'il se trouve en France, au chef du service qui l'administre.

La demande peut être présentée jusqu'à l'expiration du sixième mois qui suit la naissance.

La prime est payable en deux fractions égales. La première moitié de la prime est versée à la naissance de l'enfant si la demande a été présentée quatre mois au plus tard avant la date présumée de l'accouchement ou immédiatement après la demande, si celle-ci est faite après la naissance. La seconde moitié de la prime est versée à l'expiration du sixième mois qui suit la naissance de l'enfant à condition que l'enfant soit encore vivant à cette date et à la charge de ses parents.

ART. 7. — A la demande, doivent être jointe :

1<sup>o</sup> — Un duplicata de l'attestation médicale de maternité ou à défaut un certificat délivré par un médecin ou une sage-femme, pour les demandes présentées quatre mois au plus tard avant la date présumée de l'accouchement ou un extrait de l'acte de naissance si la demande est présentée postérieurement à la naissance;

2<sup>o</sup> — Un extrait de livret de famille;

3<sup>o</sup> — S'il s'agit d'un second accouchement, un certificat médical attestant que le premier enfant n'était pas né viable. Ce certificat devra avoir été établi dans les quarante-huit heures du premier accouchement et avoir été légalisé dans le même délai.

ART. 8. — La première moitié de la prime est versée sur présentation du livret de famille.

La seconde moitié de la prime est versée sur production d'un certificat de vie de l'enfant et d'une déclaration attestant que l'enfant est toujours à la charge de ses parents.

La prime est versée entre les mains de celui des parents qui est au service de l'administration et entre les mains du père si tous les deux occupent un emploi public.

Un même enfant légitime ne peut jamais ouvrir droit qu'à une seule prime.

ART. 9. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1942.

A titre transitoire, l'application du nouveau régime ne pourra entraîner, en aucun cas, dans le courant de l'année 1942, une diminution du total des indemnités pour charges de famille qui auraient été perçues au titre du décret du 1<sup>er</sup> décembre 1928.

Si le montant des indemnités pour charges de famille est supérieur, sous le régime du décret du 1<sup>er</sup> décembre 1928, au montant de celles qui auraient pu être attribuées sous le régime du présent décret, compte tenu de l'indemnité de salaire unique c'est la somme la plus élevée qui, dans les limites de la période sus-indiquée, sera servie aux ayants-droit.

ART. 10. — Le secrétaire d'Etat aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Vichy, le 25 juin 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le secrétaire d'Etat aux colonies,*  
BRÉVIÉ.

## ACTES DU POUVOIR LOCAL

### Affaires contentieuses forestières

ARRETE N° 206 du 7 avril 1942.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;  
Vu le décret du 5 février 1938 fixant le régime forestier au Togo et notamment l'article 78;

Vu l'arrêté n° 483 du 23 novembre 1940 réglementant l'exploitation des forêts au Togo;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve de l'approbation du haut-commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Toutes les fois qu'un procès-verbal en matière forestière est suivi d'une transaction en espèce ou d'une condamnation, il est attribué à l'agent verbalisateur une prime fixée à 10%, soit du montant de la transaction, soit du produit des amendes ainsi que des confiscations, restitutions, dommages-intérêts et contraintes, sous réserve des dispositions suivantes :

Dans le cas où le procès-verbal est dressé sur le rapport d'un agent forestier indigène non assermenté

ou du chef d'une collectivité indigène, l'agent verbalisateur perçoit la moitié de la prime prévue au premier alinéa; l'autre moitié est attribuée aux agents indigènes susvisés.

Dans le cas où l'infraction est découverte sur indication, la prime est attribuée moitié à l'agent verbalisateur; l'autre moitié à l'indicateur.

ART. 2. — Ces primes sont mandatées trimestriellement sur un état dressé par le chef du service forestier ou à défaut par le chargé de ce service.

ART. 3. — Les dispositions qui précèdent seront appliquées à toutes les affaires dont les procès-verbaux auront été clos après la date d'entrée en vigueur de l'arrêté n° 483 du 23 novembre 1940, soit à compter du 8 juillet 1941 (approbation ministérielle de l'arrêté susvisé).

ART. 4. — Le chef du bureau des finances et le fonctionnaire chargé du service des eaux et forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 7 avril 1942.

J. de SAINT-ALARY.

(Approuvé par arrêté n° 2535 S. E./F. en date du 20 juillet 1942 du haut-commissaire de l'Afrique française).

#### ARRETE N° 207 du 7 avril 1942.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 5 février 1938 fixant le régime forestier au Togo et notamment l'article 78;

Vu l'arrêté n° 483 du 23 novembre 1940 réglementant à nouveau l'exploitation des forêts au Togo;

Vu l'arrêté local du 7 avril 1942 fixant l'attribution des primes sur le montant des affaires contentieuses forestières;

Le conseil d'administration entendu;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le recouvrement des transactions consenties en argent par le chef du service et les officiers des eaux et forêts, les commandants de cercle et de subdivision, conformément aux dispositions de l'article 52 du décret du 5 février 1938, le recouvrement du produit des amendes, restitutions, confiscations, dommages-intérêts et contraintes, résultant de jugements rendus à la suite de procès-verbaux dressés en matière forestière, seront opérés par le trésorier-payeur.

Les sommes perçues à ce titre seront provisoirement consignées au compte du « service local — dépôts divers » jusqu'à ce que les répartitions trimestrielles prévues par l'article 78 du décret forestier du 5 février 1938 et l'arrêté local n° 206 du 7 avril 1942 soient effectuées.

ART. 2. — Le trésorier-payeur et l'ordonnateur-délégué sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 7 avril 1942.

J. de SAINT-ALARY.

#### Vacances judiciaires

Par arrêté n° 2576 S. J. du haut-commissaire de l'Afrique française en date du :

24 juillet 1942. — Des vacances judiciaires auront lieu, pour l'année 1942, dans le ressort de la cour d'appel de l'Afrique occidentale française, du 15 septembre au 15 octobre inclus.

La cour d'appel, les tribunaux de première instance et les justices de paix à compétence étendue, tiendront deux audiences de vacations à des dates fixées par ces juridictions.

Le chef du service judiciaire de l'Afrique occidentale française et du Togo est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

#### Maïs

#### ARRETE N° 405 A. E. du 30 juillet 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu l'arrêté n° 487 du 27 août 1941 modifié par l'arrêté n° 495 du 3 septembre 1941 portant ouverture de la campagne d'achat du maïs;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La date de fermeture de la campagne d'achat du maïs est fixée au 1<sup>er</sup> août 1942.

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera affiché à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 30 juillet 1942.

P. SALICETI.

#### ARRETE N° 421 A. E. du 9 août 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu l'arrêté n° 52 bis du 26 septembre 1934 portant codification de l'inspection des produits et les textes subséquents qui l'ont modifié;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La date d'ouverture de la campagne du maïs est fixée au 15 août 1942.

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera affiché à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 9 août 1942.

P. SALICETI.

**Produits et denrées de première nécessité****ARRETE** N° 406 A. E. du 31 juillet 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu la loi du 14 mars 1942 codifiant le régime des prix dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies;

Vu l'arrêté général n° 2416 S. E./C. 5 du 13 juillet 1942 portant délégation de pouvoirs aux gouverneurs et chefs de territoire en matière de stocks;

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — L'article 2 de l'arrêté n° 369 du 5 août 1940 est modifié comme suit :

Sel, 100 tonnes.

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 31 juillet 1942.

P. SALICETI.

**-Santé publique****ARRETE** N° 410 S. S. du 5 août 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 634 du 23 octobre 1933 fixant les mesures d'ordre spécial, temporaire et défensif, destinées à prévenir, à faire cesser les épidémies de typhus amaryl au Togo;

Vu le télégramme en date du 3 août 1942 du gouverneur du Dahomey signalant un cas suspect de fièvre jaune (européen) à Cotonou;

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — Les voyageurs en provenance du Dahomey (Cotonou) entrant au Togo seront mis sous le régime du passeport sanitaire comportant les mesures sanitaires suivantes :

Aucune entrée au Territoire ne sera permise entre 18 heures et 6 heures du matin.

Chaque voyageur indigène sera soumis à un examen médical sommaire (prise de température) au passage de la frontière et muni d'un passeport sanitaire.

Les passagers européens et assimilés seront munis d'un passeport sanitaire et soumis à une visite sanitaire quotidienne pendant 6 jours. Si l'autorité sanitaire le juge nécessaire, ils pourront être mis en observation sous grillage ou sous moustiquaire soit dans une formation sanitaire, soit à domicile.

Les passagers indigènes subiront, avant de poursuivre leur voyage dans le Territoire, une mise en observation sanitaire de six jours par les soins du médecin de la circonscription sanitaire de Lomé.

La désinsectisation des marchandises ou bagages de tous les voyageurs pourra être, au besoin, prescrite et opérée par les soins des autorités sanitaires.

ART. 2. — Le chef du service de santé et les administrateurs commandant les cercles de Lomé et d'Anécho sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 5 août 1942.

P. SALICETI.

**ARRETE** N° 411 S. S. du 5 août 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 27 décembre 1926 portant réglementation de la police sanitaire maritime aux colonies;

Vu le télégramme en date du 3 août 1942 du gouverneur du Dahomey signalant un cas suspect de maladie 10 (européen) à Cotonou;

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — Les navires en provenance du Dahomey (Cotonou) seront considérés comme suspects et mis en surveillance sanitaire s'ils ont été en contact effectif avec la terre.

ART. 2. — Les passagers débarqués à Lomé seront soumis à la visite médicale pendant une période de 6 jours à compter du jour de débarquement.

ART. 3. — Aucune communication avec la terre ne pourra avoir lieu de nuit (entre 18 heures et 6 heures du matin). Aucun travail d'embarquement ou de débarquement ne sera effectué de nuit.

ART. 4. — Si le navire emploie des manœuvres togolais (Kroumens) pour le travail de déchargement et de chargement, à son bord, ces manœuvres devront ne jamais quitter le navire pendant toute la durée du séjour en rade. Le travail terminé, les manœuvres seront débarqués de jour et mis en surveillance au lazaret pendant une période de 6 jours à compter du départ du navire.

ART. 5. — Seuls seront autorisés à monter à bord de 6 heures à 18 heures :

1° — Le médecin arraisonneur, agent ordinaire de la santé;

2° — L'agent principal de la santé;

3° — L'agent de la compagnie;

4° — A l'arrivée du navire, l'inspecteur de la sûreté;

5° — Le chef du service des douanes.

Ces personnes ne devront, en aucun cas, être accompagnées de leur secrétaire ou commis.

ART. 6. — Le chef du service de santé et le commandant du cercle de Lomé sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 5 août 1942.

P. SALICETI.



**Cadre des gardes-frontières****ARRETE** N° 417 F./Pel. du 6 août 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 681 du 28 octobre 1933 réorganisant le cadre des gardes-frontières du Togo;

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — Est rapporté l'article 5 de l'arrêté n° 681 du 28 octobre 1933 réorganisant le cadre des gardes-frontières du Togo et remplacé par les dispositions suivantes :

**AVANCEMENT**

Art. 5 (nouveau). — Les avancements ont lieu exclusivement au choix dans la limite du maximum des inscriptions autorisées pour chaque année par le commissaire de France.

Les conditions d'ancienneté requises pour être promu à la classe supérieure, sont de deux ans jusqu'au grade de garde de 1<sup>re</sup> classe inclus et de trois ans pour les grades et échelons de caporal et de sergent.

Nul ne peut être promu au 2<sup>e</sup> échelon du grade de caporal s'il ne justifie d'une bonne connaissance de la langue française à la suite d'un examen comprenant :

- 1<sup>o</sup> — Une courte dictée;
- 2<sup>o</sup> — Une lecture expliquée.

Toutefois, les caporaux 1<sup>er</sup> échelon, admis dans le cadre des gardes-frontières sous l'empire des dispositions de l'article 2, paragraphe 1<sup>er</sup> de l'arrêté n° 681 du 28 octobre 1933, susvisé, ne justifiant pas de connaissances suffisantes pour subir avec succès les épreuves de l'examen ci-dessus, mais qui se seront montrés particulièrement méritants, pourront, sur proposition motivée du chef du service des douanes, être promus à l'échelon supérieur après cinq années d'ancienneté dans leur échelon.

Un agent qui a été l'objet de trois réprimandes ou qui a été puni d'une suspension de plus de 8 jours de solde, ne peut recevoir d'avancement dans l'année qui suit la décision ayant infligé la punition.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 6 août 1942.

P. SALICETI.

**Palmistes****ARRETE** N° 422 A. E. du 9 août 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi du 14 mars 1942 complétant, modifiant et codifiant le régime des prix dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies;

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — L'article premier de l'arrêté n° 399 A. E. du 21 juillet 1942 est modifié comme suit :

**Prix d'achat aux producteurs de palmistes :**

Lomé . . . . .	1.800	Agbelouvhé . . . . .	1.696
Agouévé . . . . .	1.744	Tovégan . . . . .	1.693
Sangara . . . . .	1.738	Nuatja . . . . .	1.672
Noépé . . . . .	1.729	Agou-Gare . . . . .	1.667
Tsévié . . . . .	1.723	Palimé . . . . .	1.642
Badja . . . . .	1.716	Atakpamé . . . . .	1.621
Anécho . . . . .	1.710	Anié . . . . .	1.625
Assahoun . . . . .	1.705	Blitta . . . . .	1.588

ART. 2. — Le présent arrêté sera publié par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 9 août 1942.

P. SALICETI.

**ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL****ACTES DU POUVOIR LOCAL****PERSONNEL INDIGENE****Reclassement**

Par arrêté n° 402 F./Pel. du :

25 juillet 1942. — Est reclassé, pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1942, au grade de surveillant auxiliaire de 2<sup>e</sup> classe, le surveillant auxiliaire de 3<sup>e</sup> classe des P. T. T. Kpodar Foli Augustin.

**Agents auxiliaires****Nominations**

Par décision n° 595 F./Pel. du :

8 août 1942. — Est engagé en qualité de moniteur auxiliaire de l'enseignement privé, Bédzra Clément, titulaire du certificat d'études primaires élémentaires, en remplacement numérique du moniteur auxiliaire Quadjovie Paul, démissionnaire.

Cet agent aura droit au salaire mensuel de 275 frs. dont les 2/3 seront supportés par le territoire, le 1/3 restant à la charge de la mission catholique.

**Révocations**

Par décision n° 573 F./Pel. du :

27 juillet 1942. — Est révoqué de son emploi à compter du 7 juillet 1942, pour abandon de poste, l'agent auxiliaire Djéké Koffidé.

Par décision n° 591 F./Pel. du :

7 août 1942. — Est révoqué de son emploi et rayé des contrôles, pour compter du 21 juillet 1942, l'agent auxiliaire Assou Mathias condamné à 2 ans de prison par jugement n° 40 du 25 juillet 1942 du tribunal du 1<sup>er</sup> degré de Palimé.

**Gardes-frontières****Promotions**

Par arrêté n° 416 F./Pel. du :

6 août 1942. — Sont promus, pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1942, les agents du cadre local indigène des gardes-frontières du Togo dont les noms suivent :

*Au grade de caporal 1<sup>er</sup> échelon :*

Adjololo Ayibo, garde-frontière de 1<sup>re</sup> classe.

Gourma Anani, garde-frontière de 1<sup>re</sup> classe.

*Au grade de garde-frontière de 4<sup>e</sup> classe :*

Améganvi Bernabé, garde-frontière de 5<sup>e</sup> classe.

Légbaga Boko, garde-frontière de 5<sup>e</sup> classe.

Mensah Emmanuel, garde-frontière de 5<sup>e</sup> classe.

Vovor Vincent, garde-frontière de 5<sup>e</sup> classe.

Akakpo Gérard, garde-frontière de 5<sup>e</sup> classe.

**DIVERS****Commissions**

Par décision n° 585 F./Pel. du :

2 août 1942. — M. l'administrateur de 2<sup>e</sup> classe des colonies Moal est nommé président de la commission de surveillance désignée par décision n° 563 F./Pel. du 24 juillet 1942, en remplacement de M. l'administrateur en chef Guillou, empêché.

**ERRATUM** à la décision n° 563 F./Pel. du 24 juillet 1942 (J. O. T. — Page 505 — 1<sup>re</sup> colonne).

*Au lieu de :* Chaque candidat inscrira en tête de ses compositions (dans le coin à gauche) une devise et un nombre de *trois* chiffres. Il les reproduira sur un bulletin qui portera ses nom et prénoms.

*Lire :* Chaque candidat inscrira en tête de ses compositions (dans le coin à gauche) une devise et un nombre de *quatre* chiffres.

Il les reproduira sur un bulletin qui portera ses nom, prénoms et signature.

Le reste sans changement.

**Indemnité**

Par décision n° 579 F. du :

30 juillet 1942. — Le taux de l'indemnité de chantier à allouer à M. Pinget, prospecteur contractuel, est fixé à 10 francs par jour.

Conformément à l'avenant n° 2, elle est due pour compter du 9 juillet 1942, date de la signature dudit avenant, et sera perçue pour toute journée passée effectivement sur un chantier.

**Libération conditionnelle — Résidence obligatoire**

Par arrêté n° 407 A. P. A. du :

1<sup>er</sup> août 1942. — Le nommé Yémso, âgé de 28 ans environ, originaire de Défalé (subdivision de Lama-Kara), fils de feu Nassou Paro et de Yéréba, condamné par le tribunal du premier degré de Sokodé à 6 mois de prison, 25 francs d'amende et 3 ans d'interdiction de séjour, est astreint à la résidence obligatoire dans la subdivision de Lama-Kara pendant trois ans, pour compter du 24 juillet 1942, date de sa libération.

Par arrêté n° 409 A. P. A. du :

5 août 1942. — Le nommé Koffi Gabriel, âgé de 37 ans environ, né à Lomé, fils de feu Kokou Johnson et de Ahouéfa, condamné par jugement n° 47 du 3 août 1939 du tribunal du premier degré d'Atakpamé à trois ans de prison et dix ans d'interdiction de séjour pour tentative de vol, est astreint à la résidence obligatoire dans le cercle de Lomé pendant dix ans, pour compter du 1<sup>er</sup> août 1942, date de sa libération.

Par arrêté n° 413 A. P. A. du :

6 août 1942. — Le bénéfice de la libération conditionnelle est accordé au détenu ci-après désigné de la prison d'Anécho :

Fassassi Chéssi Toukou, âgé de 33 ans environ, né à Porto-Novo (Dahomey), fils de feu Toukou et de Amari, incarcéré le 4 mai 1942 et condamné par jugement n° 93 du 18 mai 1942 réformé par arrêt en date du 5 juin 1942 du tribunal colonial d'appel de Lomé à 4 mois de prison, 3.000 francs d'amende et interdiction d'exercer à jamais aucun emploi public, pour tentative de corruption de fonctionnaire.

**Produits pharmaceutiques**

Par arrêté n° 412 A. P. A. du :

6 août 1942. — Les commerçants dont les noms suivent sont autorisés à tenir dans les conditions fixées par l'arrêté du 15 novembre 1928 un dépôt de produits pharmaceutiques (listes nos 1 et 2) :

M. William Victor — Boutique de la rue du chemin de fer à Lomé;

M. Jazzar Fouad — Boutique de la rue Alsace-Lorraine à Lomé.

**Subvention**

Par décision n° 571 F. du :

25 juillet 1942. — Une subvention de Trois mille francs (3.000 frs.) est accordée au comité local des sports du Togo.

**Surveillance des prix**

Séance du 14 Juillet 1942

**Cie F. A. O.**

	Frs.
Huile d'arachides « Rufisque » — La litre nu	17.60

**S. C. O. A.**

Huile d'arachides « Rufisque » — La litre nu	17.60
--	-------

**G. B. O.**

Cigarettes « Nationales » — La caisse	2.760,—
Cigarettes « Job » H.R.S. — La cartouche.	69,50
Cigarettes « Job » E.X.A.S. — La cartouche.	83,—
Tabac en feuilles d'Algérie — Le kilo	82,90
Eau de Cologne « Coty » CR 48 clts, 80° — La bouteille	107,20
Eau de Cologne « Coty » CR 28 clts, 80° — La bouteille	65,10
Allumettes « Union » — Le paquet.	5,50
Houes 450 grammes — La pièce	10,—
Réveils, Réf. 01, R. 11 — La pièce	110,—
Réveils, Réf. 01, R. 61 — La pièce	132,—
Réveils, Réf. 141, R. 17 — La pièce	160,—
Réveils, Réf. 643, R. 17 — La pièce	145,—
Réveils, Réf. 145, R. 17 — La pièce	125,—
Réveils, Réf. 140, R. 67 — La pièce	166,—

## Séance du 6 Août 1942

## S. G. G. G.

	Frs.
Tissus imprimés « Sullana Prints » larg. 110 c/m le yard	45,25
Tissus imprimés « Sullana Prints » larg. 78 c/m le yard	29,75
Casquettes usagées pour homme — La pièce	18,55
Chapeaux usagés pour homme — La pièce	28,85
Papier hygiénique — Le paquet	31,75
Crayon graphite — La pièce	1,75
Rubans à machine — La pièce	105,15
Crayon à copier — La pièce	10,10
Craie bleue — La boîte	40,—
Papier carbonne — La feuille	1,90
Encre bleue — La bouteille	62,10
Encre bleue — La demi-bouteille	37,75
Encre rouge — La bouteille	62,10
Enveloppes auto 750/20 — La pièce	4.797,65
Chambres 750/20 — La pièce	310,90

## G. B. O.

Vin Malaga — Le litre	45,—
Vin Moscatel — Le litre	45,—
Vin Muscat — Le litre	45,—
Vin Vermouth Torino — Le litre	49,80
Vin du Cap Corse — Le litre	51,—
Anisette Marie Brizard — La bouteille	70,60
Cognac HENNESSY 3 Etoiles — La bouteille	91,30
Vin Saint Raphaël — La bouteille	43,90
Vin de Trille — La bouteille	47,60
Pneus Bicy Dunlop 650 B $\frac{1}{2}$ Ballon La pièce	67,30
Chambre à air Dunl. 650 B $\frac{1}{2}$ Bal. La pièce	27,75
Pneus Bicy Dunlop 700 Stad Route La pièce	60,85
Chamb. Bicy Dunl. 700 Stad Route La pièce	27,10
Pâte dentifrice « Gibbs » — Le tube	11,—
Savon à barbe nu — La pièce	7,70
Pâte dentifrice R. D. — Le tube	10,70

## Cie F. A. O.

Farine marocaine — Le kilo	7,70
----------------------------	------

## R. EYCHENNE

Appareil carburant — La pièce	4.800,80
-------------------------------	----------

## S. C. O. A.

Petits pois — La boîte de 4/4	29,35
Petits pois — La boîte de 4/4	21,55
Petits pois — La boîte de 1/2	15,60
Petits pois — La boîte	11,40
Concentré de tomates — La boîte	7,25
Sardine — La boîte 1/16118	6,10
Sardine — La boîte 1/4	9,50
Sardine — La boîte 1/4 spécial	8,25
Sardine — La boîte 1/8	7,85

## A. M. NASSAR

Lotion fleurs de Ma-Mie — Le flacon	44,10
Lotion Lydia — Le flacon	46,20
Lotion Rêve de Lina — Le flacon	47,70
Lotion Sourire de Lina — Le flacon	44,25
Lotion Chypre suave — Le flacon	48,15

	Frs.
Eau de cologne Aquiler — Le flacon	59,90
Eau de cologne Laber (G. M.) — Le flacon	62,75
Eau de cologne Lubebe (P. M.) — Le flacon	15,—
Dissolution (G. M.) — La boîte	6,30
Dissolution (moyen) — La boîte	3,95
Dissolution (P. M.) — La boîte	2,90
Eau de quinine (parfumerie) — Le flacon	40,—
Cigarette nationale — La cartouche	77,85
Cigarette nationale — Le paquet	3,25
Nagir (G. M.) (parfumerie) — Le flacon	8,60
Nagir (P. M.) (parfumerie) — Le flacon	3,—
Quintessence Rose (G. M.) (parf.) — Le flacon	3,50
Quintessence Rose (P. M.) (parf.) — Le flacon	2,20
Casque — La pièce	101,60
Kalimine — La boîte	1,50
Aspirine — Le tube	5,50
Enveloppe vélo — La pièce	71,—
Chambre à air — La pièce	31,—

## PARTIE NON OFFICIELLE

## AVIS ET COMMUNICATIONS

## Avis au public

## Expédition de tabac

L'expédition de tabac sous toutes ses formes (tabac à fumer, cigares, cigarettes, tabac à priser, etc...) est interdite.

Bénéficient toutefois d'une dérogation générale à cette prohibition les envois destinés aux prisonniers de guerre, aux comités de la Croix-Rouge Française et aux œuvres du Secours National.

Par ailleurs, à titre de tolérance, les personnes quittant l'Afrique française pourront emporter dans leurs bagages, moyennant déclaration régulière et sous réserve du paiement des droits :

1<sup>o</sup> — Au titre provisions de route :

Pour les hommes âgés de plus de 20 ans : 10 paquets de 20 cigarettes ou 50 cigares ou 200 grammes de tabac.

Pour les femmes : 5 paquets de 20 cigarettes.

2<sup>o</sup> — Au titre provisions de ménage :

Pour les hommes seulement âgés de plus de 20 ans : 10 paquets de 20 cigarettes ou 50 cigares ou 200 grammes de tabac.

Il est rappelé que la tolérance d'importation en franchise à l'entrée en France est, sous réserve de la déclaration préalable, de 10 cigares ou 20 cigarettes ou 40 grammes de tabac et que pour les quantités autorisées au titre provisions de ménage à la sortie de l'Afrique française dans les limites indiquées ci-dessus (200 grammes de tabac ou 50 cigares ou 200 cigarettes), l'entrée en France est également admise par les douanes métropolitaines sous réserve de déclaration régulière et du paiement des droits.

## Déclaration des bijoux en or

En raison des nombreuses affaires contentieuses relevées par le service des douanes soit à l'entrée au Sénégal — soit à la sortie de l'A. O. F. il est rappelé

aux voyageurs, passagers des bateaux et passagers des avions, qu'ils sont obligatoirement tenus sous peine de sanctions très élevées de déclarer tous les bijoux en or qu'ils détiennent, soit sur eux mêmes soit dans leurs bagages.

Cette formalité est non seulement nécessaire pour l'application de la réglementation sur le contrôle des changes, mais encore, le cas échéant, pour la perception de l'octroi de mer ou des droits de sortie qui sont exigibles sur tous les bijoux en or, sans exception non revêtus du poinçon de la garantie métropolitaine.

Elle concerne aussi bien les bijoux personnels que ceux accompagnés ou non d'autorisation de sortie régulière.

\*  
\*  
\*

Il est à noter que le droit de sortie sur les bijoux en or a été porté à 15 frs. le gramme par arrêté du 16 juin 1942 publié au *Journal officiel* du 4 juillet 1942.

Il est particulièrement recommandé aux personnes arrivant en A. O. F. de mentionner sur la déclaration qu'elles sont tenues de faire à l'entrée pour le contrôle des changes tous les bijoux en or qu'elles peuvent avoir soit sur elles soit dans leurs bagages. Cette déclaration dont un exemplaire leur est remis, leur servira de pièces justificatives, lors de leur sortie, pour éviter le paiement du droit de sortie prévu ci-dessus et la formalité de l'autorisation préalable.

#### Successions et biens vacants

##### ARRONDISSEMENT JUDICIAIRE DE LOMÉ

###### N° 45 du sommier de consistance

Conformément aux dispositions de l'article 12 du décret du 27 janvier 1855, concernant l'administration des successions et biens vacants,

Il est donné avis aux personnes intéressées de l'ouverture de la succession présumée vacante de Monsieur Bourreau Roger, décédé à Anécho le 16 octobre 1939.

Les personnes qui auraient des droits à la succession sont invitées à les faire connaître et à en justifier au curateur de l'arrondissement judiciaire de Lomé sous-signé.

Les créanciers de la succession sont également invités à produire leurs titres au curateur.

###### N° 46 du sommier de consistance

Conformément aux dispositions de l'article 12 du décret du 27 janvier 1855, concernant l'administration des successions et biens vacants,

Il est donné avis aux personnes intéressées de l'ouverture de la succession présumée vacante de Monsieur d'Almeida Antoine, décédé à Lomé le 21 mars 1942.

Les personnes qui auraient des droits à la succession sont invitées à les faire connaître et à en justifier au curateur de l'arrondissement judiciaire de Lomé sous-signé.

Les créanciers de la succession sont également invités à produire leurs titres au curateur.

Lomé, le 24 juillet 1942.

*Le curateur,*

J. SERANT.

## DOMAINES

### Avis de demande d'immatriculation

#### au livre foncier du Territoire du Togo

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du Tribunal civil de 1<sup>re</sup> instance de Lomé.

Suivant réquisition, n° 1203, déposée le 3 août 1942 le sieur Hlomador Emmanuel, profession de commerçant, demeurant et domicilié à Palimé, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 7 ares 49 centiares, situé à Palimé, subdivision de Klouto, cercle du Centre, et borné au nord par terrain à Edmond Antoine, à l'est par terrain à David Lawson et Agnès Akpakoussi, au sud par la rue Albert Sarraut, à l'ouest par terrain à Joseph Wovagbé Amekugee.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1204, déposée le 4 août 1942 madame Kentzler Dora, née Octaviano Olympio, profession de revendeuse, demeurant et domiciliée à Lomé, rue de commerce, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, en partie bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, sur lequel est édifée une construction à usage d'habitation avec dépendances en briques de ciment, couvertes en tôles, d'une contenance totale de 2 ares 90 centiares, situé à Lomé, quartier n° 2, cercle de Lomé, et borné au nord par terrain à Hans Moévi, à l'est par le titre 47 à John Albert Mensah, au sud par la rue du Commerce, à l'ouest par le titre 230 à Alfred Amegée.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

*Le conservateur de la propriété foncière,*  
J. SERANT.

### Avis de bornage

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le vendredi 25 septembre 1942 à neuf heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Bagida, cercle de Lomé, consistant en un terrain rural, non bâti, en forme d'un polygone irrégulier planté de cocotiers, d'une contenance de 2 hectares 01 are 53 centiares, et borné au nord par terrain à Dovi Djabaku, à l'est par terrain à Van-Lare, au sud par terrain à Tamakloe et Apaloo, à l'ouest par une route, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Félix Atsu Tamakloe, employé de commerce, demeurant à Lomé, agissant comme co-propriétaire-administrateur des biens indivis, qu'au nom des autres co-propriétaires, suivant réquisition du 1<sup>er</sup> juillet 1942, n° 1202.

Le samedi 26 septembre 1942 à huit heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, quartier n° 6, commune-mixte de Lomé, cercle de Lomé, consistant en un terrain urbain, en partie bâti, en forme de quadrilatère irrégulier, sur lequel est édiflée une construction en dur, couverte en tôle, à usage d'habitation, d'une contenance de 3 ares 26 centiares, et borné au nord, à l'est et à l'ouest par terrain à Ocloo, au sud par la route d'Anécho, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Thomas Quadjovie, employé de commerce, à Lomé, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire, suivant réquisition du 23 juin 1942, n° 1199.

Le samedi 26 septembre 1942 à dix heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, quartier n° 10, commune-mixte de Lomé, cercle de Lomé, consistant en un terrain urbain, non bâti, en forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 11 ares 78 centiares, et borné au nord par terrain à Adudo, à l'est par terrain à Esther Adakuvi Ahyee, au sud par la rue Jean Bart, à

l'ouest par la rue René Caillé, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Félicio de Souza, notable-plantier, demeurant à Lomé, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire, suivant réquisition du 27 juin 1942, n° 1201.

Le lundi 28 septembre 1942 à dix heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tsévié, cercle de Lomé consistant en un terrain rural, non bâti, en forme d'un polygone irrégulier d'une contenance de 60 ares 45 centiares, et borné au nord par terrain à Joseph Eklou Figah, à l'est par la route d'Atakpamé, au sud par la route d'Agbatopé, à l'ouest par terrain à Clémence Ahonon et Dagnon, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Larroche Georges Paul Emile, pasteur protestant, domicilié à Lomé, agissant comme président du conseil d'administration des missions évangéliques du Togo suivant réquisition du 23 juin 1942, n° 1200.

*Le conservateur de la propriété foncière,*

J. SERANT.